



Government Offices of Sweden



MINISTRY
of FOREIGN AFFAIRS



Cohorte du Sommet sur la Démocratie sur l'égalité des Sexes comme Condition Préalable à la Démocratie Élections Libres, Justes et Transparentes

APERÇU INTRODUCTIF

L'égalité des genres est impérative pour des démocraties prospères. Tout effort visant à construire des démocraties solides et des institutions inclusives sera défectueux s'il exclut ou marginalise la moitié de la population mondiale. Les pays où les femmes prospèrent ont tendance à être des démocraties plus saines.¹ Par conséquent, autonomiser les femmes et sauvegarder la démocratie vont de pair ; l'égalité des genres est une condition préalable à une démocratie inclusive.

Dans le monde entier, l'égalité des genres et les droits des femmes à participer à la vie publique sont sapés par les mêmes forces qui entravent la démocratie. Par exemple, la désinformation liée au genre et les abus en ligne à l'encontre des femmes en politique sont de plus en plus utilisés pour saper les progrès en matière d'égalité des genres, d'autonomisation des femmes et de démocratie. Des efforts sont déployés pour parvenir à une démocratie plus inclusive et équitable, mais il est nécessaire de les renforcer et de les accélérer.

Les recommandations de la Cohorte de Genre du Sommet pour la Démocratie, coprésidée par la Suède, la Roumanie, l'Institut Georgetown pour les Femmes, la Paix et la Sécurité (GIWPS) et IDEA International, offrent des suggestions pour renforcer la démocratie en recherchant l'égalité des genres. Compte tenu du lien étroit entre l'égalité des genres, la démocratie et les élections libres et justes, nous encourageons le gouvernement de Zambie à prendre en compte les recommandations mentionnées lors de l'organisation du prochain événement régional sur les élections libres, justes et transparentes.

¹ " Exploration des liens entre le statut des femmes et la démocratie", Institut Georgetown pour les Femmes, la Paix et la Sécurité, 2023. <https://giwps.georgetown.edu/resource/exploring-the-links-between-womens-status-anddemocracy/>

GENRE ET ÉLECTIONS

L'égalité des genres est fondamentale pour le processus électoral car elle permet aux femmes, en tant qu'électrices, candidates et élues, d'influencer les politiques publiques et de défendre leurs intérêts. Cependant, les femmes font face à des obstacles importants à leur participation politique, y compris l'utilisation de violences de genre et d'intimidation destinées à les dissuader de se présenter à des fonctions publiques ou d'exercer leurs droits politiques. Les défis et les risques sont encore plus grands pour les femmes issues de communautés historiquement marginalisées. De plus, les femmes ont moins de chances d'être recrutées et sélectionnées en tant que candidates, ont un accès moins équitable aux fonds de campagne et font face à des défis accrus pour une représentation proportionnelle.

Il ne peut y avoir de gouvernance par le peuple, pour le peuple, une marque distinctive de la démocratie, si les femmes ne peuvent pas participer de manière égalitaire aux processus électoraux. Promouvoir la participation et le leadership des femmes en politique nécessite un environnement propice à toutes les étapes du cycle électoral, y compris avant et après les élections. Les femmes doivent pouvoir obtenir une pièce d'identité d'électeur, s'inscrire et voter indépendamment de leurs maris/familles, se déplacer et voyager en toute sécurité, et concourir à égalité pour des fonctions publiques élues.

Le leadership politique des femmes est essentiel pour diversifier les voix et les intérêts représentés dans une société démocratique et renforcer les institutions démocratiques. Pour soutenir la démocratie inclusive, il est nécessaire d'identifier et de traiter les normes et les pratiques nuisibles et discriminatoires liées au genre dans les institutions politiques, et dans certains cas, de considérer des réformes électorales. Par exemple, les systèmes électoraux à représentation proportionnelle élisent de manière cohérente plus de femmes au parlement que les systèmes électoraux majoritaires.² Alors que les femmes ne représentent que 26,5 % des parlements à l'échelle mondiale, les élections libres et justes sont un moyen fondamental d'accroître la représentation d'intérêts plus diversifiés dans les organes décisionnaires. Les partis politiques, qui sont les gardiens des fonctions publiques dans la plupart des endroits du monde, ont également un rôle important à jouer dans la promotion du leadership politique des femmes. Les recommandations ci-dessous proposent des actions concrètes pour soutenir des élections libres, justes et transparentes, promouvoir l'égalité des genres et renforcer la résilience démocratique.

² Pippa Norris, "The Impact of Electoral Reform on Women's Representation," *Acta Polit* 41 (2006): 197–213.

RECOMMANDATIONS

Identifier et aborder les normes et pratiques nuisibles et discriminatoires liées au genre dans les systèmes et processus politiques, légaux et éducatifs.

- **Action proposée** : Développer des campagnes de sensibilisation adaptées aux femmes/filles et aux hommes/garçons, avec des messages visant à démanteler les stéréotypes nocifs et à promouvoir l'égalité des genres et la prise de décision partagée tant dans la sphère privée que publique, et à éduquer les femmes et les filles sur leurs droits politiques et comment les exercer en toute sécurité.

Éliminer la violence contre les femmes en politique (VCFP) et aborder la prolifération de la violence et de l'abus de genre facilités par la technologie.

- **Action proposée** : Adopter des normes légales de tolérance zéro pour toutes les formes de violence de genre, y compris en ligne et entre/à l'intérieur des partis politiques. Reconnaître les discours de haine contre les femmes en politique et dans les médias comme des cybercrimes et des formes de violence de genre.
- **Action proposée** : Aborder la violence et l'abus de genre facilités par la technologie en collaboration avec les entreprises de médias sociaux. Renforcer la coordination entre les plateformes en ligne et les organismes chargés de l'application de la loi pour identifier et répondre aux menaces et tenir les auteurs responsables.
- **Action proposée** : Soutenir l'intégrité électorale en engageant des observateurs indépendants et en les formant pour surveiller et signaler la violence de genre et l'intimidation des femmes votantes et politiciennes.

Impliquer les hommes et les garçons dans la transformation des pratiques, attitudes et comportements discriminatoires qui entravent l'égalité des genres et l'autonomisation politique des femmes.

- **Action proposée** : Développer la capacité des hommes et des garçons à devenir des alliés stratégiques et des défenseurs de l'égalité des genres, en remettant en question les pratiques, attitudes et comportements discriminatoires dans la société, les organisations et les partis politiques.

Favoriser des conditions qui encouragent l'autonomisation politique, le leadership et la représentation des femmes dans la prise de décisions.

- **Action proposée** : Soutenir des réseaux stratégiques et l'accès aux ressources en allouant des fonds pour des programmes d'autonomisation et de leadership politique des femmes ; convoquer des réseaux de femmes pour un soutien mutuel dans tous les partis politiques afin de promouvoir les opportunités d'échange de connaissances, de collaboration et de mentorat.
- **Action proposée** : Encourager les partis politiques à adopter des politiques et pratiques inclusives et transparentes pour soutenir de manière proactive l'égalité des genres et l'autonomisation politique des femmes. Cela inclut que les partis politiques adoptent des engagements en faveur de l'égalité des genres dans leurs cadres politiques et qu'ils adoptent des listes de candidats alternant hommes et femmes pour permettre aux femmes de concourir à égalité de conditions.
- **Action proposée** : Soutenir les organismes de gestion électorale (OGE) pour créer un environnement propice en intégrant une approche de genre dans la gestion et l'administration des processus électoraux.

Implémenter des politiques et des réformes légales pour atteindre l'égalité des genres dans la vie politique et publique.

- **Action proposée** : Identifier les lacunes dans les cadres législatifs afin d'éliminer les lois et politiques discriminatoires, y compris en abordant les conflits entre les lois formelles et les lois et pratiques coutumières.
- **Action proposée** : Mettre en place des listes de candidats alternant hommes et femmes pour permettre aux femmes de concourir à égalité de conditions dans les systèmes électoraux utilisant des listes de parti pour la représentation proportionnelle.

Incorporer une planification et une allocation de ressources sensibles au genre dans les politiques et l'allocation des ressources.

- **Action proposée** : Adopter une budgétisation sensible au genre pour garantir une distribution équitable des ressources et promouvoir l'autonomisation des femmes et des filles.
- **Action proposée** : Encourager les organismes de gestion électorale (OGE) à collecter et à analyser des données ventilées par genre pour comprendre la portée de la participation des femmes en tant qu'électrices et candidates aux élections, et pour informer les initiatives de sensibilisation des électeurs.

Tirer parti de la Résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies et de l'Agenda Femmes, Paix et Sécurité (FPS) pour renforcer les processus et institutions démocratiques.

- **Action proposée** : Intégrer l'Agenda FPS dans les processus de reconstruction post-conflit et de transition politique pour établir et renforcer les processus et institutions démocratiques ainsi que les structures de bonne gouvernance.

Travailler de manière collaborative pour développer des stratégies et des outils visant à atténuer les risques auxquels sont confrontées les femmes en politique, les défenseurs des droits de l'homme et les leaders de la société civile.

- **Action proposée** : S'associer avec les gouvernements démocratiques, la société civile, les forces de l'ordre et les femmes en politique pour élaborer des stratégies qui identifient et répondent aux risques auxquels sont confrontées les femmes ; des outils pour suivre et signaler les menaces et les incidents violents ; ainsi que des plans d'intervention rapide.